

Solidaire de la grève générale transnationale du 14 novembre

Un signal fort de résistance européenne face aux politiques d'austérité destructrices

mercredi 14 novembre 2012, par [Attac \(Europe\)](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2012).

Le 14 novembre 2012, une grève générale historique est organisée au Portugal, en Espagne, en Grèce, en Italie, à Malte et Chypre. Dans le même temps, la Confédération européenne des syndicats (CES) a lancé un appel à une journée d'action et de solidarité coordonnée en Europe pour soutenir cette mobilisation.

Dans toute l'Europe, des manifestations et rassemblements seront organisés pour protester contre les politiques d'austérité destructrices imposés par les gouvernements européens, sous la pression des institutions européennes et du FMI.

Le réseau des Attac d'Europe exprime sa solidarité envers les grévistes, et participera activement aux manifestations au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Italie comme aux mobilisations de soutien prévues partout en Europe. Avec les mouvements sociaux rassemblés à Florence à l'occasion du 10^e anniversaire du Forum social européen, nous défendrons haut et fort la démocratie contre l'austérité.

« *Les mobilisations du 14 novembre sont un signal fort. Elles montrent que les luttes contre l'austérité convergent, vers un véritable mouvement social européen* » explique Frederico Pinheiro, d'Attac Portugal.

« *La crise, la dette sont instrumentalisées pour mettre en œuvre des coupes drastiques dans les salaires, les retraites, les services publics. Or ces mesures vont aggraver encore davantage la crise économique, sociale et démocratique, et accroître les divisions entre les pays européens. Pourtant des vraies solutions existent !* » explique Steffen Stierle, d'Attac Allemagne.

Pour Aurélie Trouvé, co-présidente d'Attac France, « *nous avons plus que jamais besoin d'une rupture avec les politiques menées actuellement en Europe* ». Le réseau des Attac d'Europe propose à cet effet 7 principes pour sortir de l'Europe de la crise démocratique, sociale et démocratique :

- Soustraire les Etats de la mainmise des marchés financiers : permettre un financement direct des banques centrales aux gouvernements, sous contrôle démocratique ;
- Sortir du piège de la dette : mettre un terme aux politiques d'austérité et organiser des audits de la dette, qui débouchent sur des annulations de dettes publiques. Banques et acteurs financiers devant accepter leur part de pertes ;
- Une politique fiscale redistributrice : Harmoniser par le haut les taxes sur le patrimoine (la richesse) et sur les profits, mettre un terme à l'évasion fiscale notamment par l'interdiction des transactions avec les paradis fiscaux et judiciaires.
- Désarmer la finance et les banques : interdire les mécanismes spéculatifs les plus dangereux (trading à haute fréquence, vente à découvert, spéculation sur les produits dérivés, marchés de gré

à gré...), et imposer une taxe sur l'ensemble des transactions financières à un taux de 0,1% ; réguler strictement les banques (séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement, démantèlement des banques « trop grosses pour faire faillite »)

- Un financement public et démocratique de l'économie : Construire un pôle public et coopératif financier sous contrôle démocratique pour financer les besoins sociaux et la transition écologique, le rétablissement et le développement des services publics. Les politiques commerciales doivent être révisées conformément à ces objectifs.
- Une Europe pour les peuples, pas pour les profits : Mener des politiques économiques et sociales coordonnées à l'échelle européenne pour réduire les déséquilibres commerciaux, favoriser la transition écologique de l'économie, développer l'emploi et les droits sociaux et fondamentaux (santé, éducation, logement, transport, alimentation, énergie, eau, information, culture, protection sociale...).
- La démocratie, maintenant : engager un processus constituant pour démocratiser tous les niveaux de décision ; mettre en œuvre un débat démocratique sur les politiques alternatives à l'échelle européenne.

Le réseau des Attac d'Europe*, le 13 novembre 2012

* Attac Norvège, Attac Finlande, Attac Danemark, Attac Wallonie-Bruxelles, Attac Grèce, Attac Pologne, Attac Islande, Attac Italie, Attac Allemagne, Attac France, Attac Portugal, Attac Autriche, Attac Espagne
